

Unité départementale Le Havre  
48 rue Denfert Rochereau  
BP 59  
76084 Le Havre

Le Havre, le 18/08/2025

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 30/06/2025

### **Contexte et constats**

Publié sur **GÉORISQUES**

**LR PLAST**

1 rue Claude Monet  
76600 Le Havre

Références : 20250630 PPC AR ELEC  
Code AIOT : 0005805913

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 30/06/2025 dans l'établissement LR PLAST implanté Rue JEAN PAUMIER Parc d'activités des Hautes Falaises 76400 Épreville. L'inspection a été annoncée le 09/05/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

L'inspection du 30 juin 2025 s'inscrit dans le cadre :

- du plan pluriannuel de contrôle de l'inspection des installations classées ;
- de l'action régionale relative au suivi des installations électriques.

Le référentiel réglementaire pour cette visite comprend :

- L'arrêté ministériel du 04 octobre 2010 relatif à la prévention des risques accidentels au sein des

installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation ;

- L'arrêté ministériel du 06 juin 2018 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations de transit, regroupement, tri ou préparation en vue de la réutilisation de déchets relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique [...] 2714 (déchets non dangereux de papiers, cartons, plastiques, caoutchouc, textiles, bois) [...] de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

- L'arrêté ministériel du 22 décembre 2023 relatif à la prévention du risque d'incendie au sein des installations soumises à autorisation au titre des rubriques [...] 2791 (traitement de déchets non dangereux) de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

- L'arrêté préfectoral d'autorisation environnementale du 25/09/2024 relatif à l'exploitation d'un site de regroupement et de broyage de matières plastiques située 230 rue Jean Paumier à Epreville (76400) et exploité par la société LR PLAST.

**Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- LR PLAST
- Rue JEAN PAUMIER Parc d'activités des Hautes Falaises 76400 Épreville
- Code AIOT : 0005805913
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société LR Plast effectue des opérations de regroupement et de broyage de déchets de matières plastiques.

**Thèmes de l'inspection :**

- AR - 1
- Eau de surface
- Risque incendie
- Stratégie de défense incendie

**2) Constats**

**2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
1	Volume des déchets plastiques	Arrêté Préfectoral du 25/09/2024, article 1.2, 1.3	Mise en demeure, respect de prescription, Demande de justificatif à l'exploitant	5 jours
2	Implantation	Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 5	Mise en demeure, respect de prescription	3 mois
3	Désenfumage	Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 8	Mise en demeure, respect de prescription	6 mois
4	Détection et surveillance	Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 9	Mise en demeure, respect de prescription	6 mois
5	Plan de	Arrêté Ministériel du	Demande d'action corrective	1 mois

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
	défense contre l'incendie	22/12/2023, article 5, 6		
6	Moyens d'intervention et organisation des secours	Arrêté Préfectoral du 25/09/2024, article 5.2.1, 5.2.2, 5.1.3	Mise en demeure, respect de prescription, Demande de justificatif à l'exploitant	5 jours
7	Gestion des eaux d'extinction	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 26 bis	Mise en demeure, respect de prescription	6 mois
8	Résistance au feu	Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 6	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
9	Rejets dans l'eau	Arrêté Préfectoral du 25/09/2024, article 3.2.1, 3.3.1	Demande d'action corrective	1 mois
10	Procédure de prévention de dispersion de granulés de plastiques	Code de l'environnement du 30/06/2025, article D.541-362	Mise en demeure, respect de prescription	1 mois
11	Contrôle des installations électriques	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 66	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
12	Plan d'action suite au contrôle des installations électriques	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 65	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les constats réalisés par l'inspection des installations classées lors de la visite du 30 juin 2025 montrent qu'un départ d'incendie sur le site pourrait être à l'origine d'un risque élevé de propagation d'un incendie aux installations, voire aux sites voisins, du fait :

- de l'importance et de la densité des stockages de plastiques présents sur le site, au-delà des seuils autorisés par l'arrêté préfectoral ;
- du non-respect des distances réglementaires d'éloignement de ces stockages par rapport aux limites de propriété, entre les stockages eux-mêmes et par rapport aux deux bâtiments présents sur le site ;
- de l'absence de dispositifs de désenfumage au niveau du bâtiment de production, et de l'absence

d'un dispositif de détection automatique et de l'absence d'alarme incendie ;

- de la présence d'éléments de toiture en attente de pose et présents sur la voie engin de secours à proximité du bâtiment de production, obstruant de surcroît l'intervention du SDIS ;

Par ailleurs, un état précis des stocks de plastiques présents ne serait pas disponible rapidement, et une pollution du milieu par les eaux d'extinction incendie serait prévisible en l'absence de rétention de ces eaux prévue à cet effet sur le site.

Enfin, l'inspection a constaté que les actions de nettoyage actuellement mises en œuvre par l'exploitant ne permettent pas de garantir un niveau de propreté satisfaisant, compte tenu du nombre important de granulés de plastiques industriels (GPI) et de déchets plastiques présents sur le site.

Au vu des sept non conformités majeures relevées lors de la visite et présentées dans ce rapport, l'inspection des installations classées propose à monsieur le préfet de la Seine-Maritime de mettre en demeure la société LR PLAST sise à EPREVILLE, dans les délais précisés dans le rapport, de respecter les dispositions réglementaires associées.

Au vu de ces constats de non-conformités majeures, l'inspection des installations classées a demandé à l'exploitant, par message électronique du 02 juillet 2025, sans attendre la réception du rapport de l'inspection, de :

- évacuer les plastiques (a minima sortants) du site afin de respecter les dispositions de l'arrêté préfectoral du site (volume de plastique présent dans l'installation inférieur à 1800 m3) ;
- organiser le stockage de matières plastiques en îlots, en respectant les distances réglementaires d'éloignement de ces stockages par rapport aux limites de propriété / entre eux / par rapport aux deux bâtiments du site (et en hauteur) ;
- libérer les voies engins de secours de tout stockage les obstruant (cas notamment des éléments de toiture à proximité du bâtiment B) ;
- disposer d'un état des stocks de l'ensemble des matières plastiques rapidement consultable.

Enfin, l'inspection des installations classées demande à la société LR PLAST de répondre aux demandes d'actions correctives et de justifications formulées dans le présent rapport, dans les délais précisés pour chaque demande.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Volume des déchets plastiques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 25/09/2024, article 1.2, 1.3			
Thème(s) : Risques accidentels, Risque incendie			
Prescription contrôlée :			
1.2 Nature des installations			
Les installations exploitées relèvent des rubriques ICPE suivantes:			
Rubrique ICPE	Libellé simplifié de la rubrique	N a t u r e d e l ' i n s t a l l a t i o n	Régime

2791.1	Installations de traitement de déchets non dangereux	Quantité de déchets de plastique traités : 20 tonnes/jour	Autorisation
2714.1	Installation de transit, regroupement, tri ou préparation en vue de réutilisation de déchets non dangereux de papiers/cartons, plastiques, caoutchouc, textiles et bois	Volume de plastique susceptible d'être présent dans l'installation : 1800 m <sup>3</sup>	Enregistrement

[...]

### 1.3 Conformité au dossier de demande d'autorisation

Les aménagements, installations ouvrages et travaux et leurs annexes, objets du présent arrêté, sont disposés, aménagés et exploités conformément aux plans et données techniques contenus dans les différents dossiers déposés par l'exploitant.

## Constats :

### Éléments de l'exploitant :

Le jour de la visite, l'exploitant a indiqué à l'inspection que le suivi de la quantité de déchets plastiques traitée quotidiennement (rubrique 2791) et du volume de matières plastiques stockées sur le site (rubrique 2714) est réalisé à distance par le siège de l'entreprise situé au Havre. Il a présenté son tableau de suivi informatisé et a expliqué que les opérateurs saisissent des fiches de production pour chaque big-bag de déchets plastiques produit, indiquant le numéro du big-bag et sa masse (en kg). Ces fiches sont ensuite transmises quotidiennement par téléphone à la personne responsable du suivi au siège. L'exploitant a également indiqué que le volume de plastiques présent sur site est évalué en fin de journée par corrélation des quantités entrantes et sortantes. Il a précisé qu'un nouveau logiciel, destiné à assurer le suivi des flux de matières entrantes et sortantes ainsi que la facturation, est en cours de certification et devrait être mis en service à compter de septembre 2025.

Par un courriel daté du 09 juillet 2025, l'exploitant a transmis à l'inspection ses tableaux de suivi relatifs à la quantité de déchets plastiques traitée quotidiennement et au volume de matières plastiques stockées sur son site.

### Constats et analyse de l'inspection des installations classées :

#### Au niveau documentaire :

Le jour de l'inspection, l'exploitant n'a pas été en mesure d'exploiter le tableau de suivi présenté afin de fournir à l'inspection des données consolidées relatives à la quantité de déchets plastiques traitée par jour (en tonnes) et au volume de matières plastiques présentes sur le site (en m<sup>3</sup>).

Les tableaux de suivi relatifs à la quantité de déchets plastiques traitée quotidiennement et au volume de matières plastiques stockées sur le site transmis à l'inspection le 09 juillet 2025 appellent les remarques suivantes :

- La quantité de déchets plastiques traitée le 16 juin 2025 est supérieure au seuil maximal défini dans l'arrêté préfectoral d'autorisation du site (20.42 t/j pour un seuil maximal de 20 t/j) ;
- L'unité de mesure utilisée pour le suivi du volume de plastiques présents sur le site est la tonne (quantité globale recensée par l'exploitant = 1008 t) et non le m<sup>3</sup> comme spécifié dans l'arrêté préfectoral d'autorisation, ce qui ne permet pas de vérifier le bon respect des seuils indiqués ;
- Le volume de plastiques présents dans l'installation n'est pas clairement défini, au minimum de manière hebdomadaire, comme prescrit par l'article 13 IV de l'arrêté ministériel du 06/06/18 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations de transit, regroupement, tri ou préparation en vue de la réutilisation de déchets relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique 2714 (déchets non dangereux de papiers, cartons, plastiques, caoutchouc, textiles, bois) de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement.

L'inspection constate que la méthode du suivi relatif au volume de plastiques présents dans l'installation actuellement mise en œuvre par l'exploitant ne permet ni d'assurer un contrôle immédiat de la conformité au seuil maximal fixé par l'arrêté préfectoral, ni de garantir une transmission rapide de ces informations au SDIS en cas d'incident ou de sinistre. L'inspection rappelle également à l'exploitant que la quantité de déchets plastiques traitée quotidiennement dans son installation ne doit pas excéder 20 tonnes.

#### Sur le terrain :

Lors de la visite sur le terrain, l'inspection a constaté visuellement que le volume de plastiques présents dans l'installation se situait très au-dessus du seuil autorisé de 1800 m<sup>3</sup> par l'arrêté préfectoral du site.

Aussi, par message électronique du 02 juillet 2025, l'inspection des installations classées a demandé à l'exploitant, sans attendre la réception du rapport de l'inspection, d'évacuer les plastiques (a minima sortants) du site afin de respecter les dispositions de l'arrêté préfectoral du site (volume de plastique présent dans votre installation inférieur à 1800 m<sup>3</sup>). En réponse,

l'exploitant a déclaré, par message électronique du 09 juillet 2025, qu'il avait entrepris de faire partir des big bags de produits finis ainsi que de la matière, et d'espacer les livraisons de façon à revenir à un état de stockage sur site correspondant à l'autorisation.

**Non conformité majeure n° 1 :**

L'inspection des installations classées propose à monsieur le préfet de la Seine-Maritime de mettre en demeure l'exploitant de respecter, sous un délai de cinq jours, les dispositions réglementaires de l'article 1.2 de l'arrêté préfectoral d'autorisation environnementale du site du 25 septembre 2024, en respectant un volume maximal de plastiques stockés fixé à 1800m<sup>3</sup>.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

Demande de justificatif n° 1 :

L'inspection demande à l'exploitant de lui transmettre, sous un délai de cinq jours, un tableau de suivi relatif au volume de plastique présent sur le site directement exploitable avec des valeurs exprimées en m<sup>3</sup>.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Mise en demeure, respect de prescription, Demande de justificatif à l'exploitant

**Proposition de délais :** 5 jours

**N° 2 : Implantation**

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 5

**Thème(s) :** Risques accidentels, Risque incendie

**Prescription contrôlée :**

Pour les rubriques n° 2711, 2714 ou 2716, les parois extérieures des bâtiments fermés où sont entreposés ou manipulés des produits ou déchets combustibles ou inflammables (ou les éléments de structure dans le cas d'un bâtiment ouvert ou les limites des aires d'entreposage dans le cas d'un entreposage à l'extérieur) sont suffisamment éloignées :

- des constructions à usage d'habitation, des immeubles habités ou occupés par des tiers et des zones destinées à l'habitation, à l'exclusion des installations connexes aux bâtiments, et des voies de circulation autres que celles nécessaires à la desserte ou à l'exploitation de l'installation, d'une distance correspondant aux effets létaux en cas d'incendie (seuil des effets thermiques de 5 kW/m<sup>2</sup>) ;
- des immeubles de grande hauteur, des établissements recevant du public (ERP) autres que les guichets de réception et d'expédition des déchets et des éventuels magasins ou espaces de présentation d'équipements ou pièces destinés au réemploi ou à la réutilisation, sans préjudice du respect de la réglementation en matière d'ERP, des voies ferrées ouvertes au trafic de voyageurs, des voies d'eau ou bassins exceptés les bassins de rétention ou d'infiltration d'eaux pluviales et de réserve d'eau incendie, et des voies routières à grande circulation autres que celles nécessaires à la desserte ou à l'exploitation de l'installation, d'une distance correspondant aux effets irréversibles en cas d'incendie (seuil des effets thermiques de 3 kW/m<sup>2</sup>).

Les distances sont au minimum soit celles calculées par la méthode FLUMILOG (référéncée dans le document de l'INERIS "Description de la méthode de calcul des effets thermiques produits par un feu d'entrepôt", partie A, réf. DRA-09-90 977-14553A), soit celles calculées par des études



spécifiques. Les parois extérieures du bâtiment fermé où sont entreposés ou manipulés des produits ou déchets combustibles ou inflammables, les éléments de structure dans le cas d'un bâtiment ouvert ou les limites des aires d'entreposage dans le cas d'un entreposage à l'extérieur, sont implantés à une distance au moins égale à 20 mètres de l'enceinte de l'établissement, à moins que l'exploitant justifie que les effets létaux (seuil des effets thermiques de 5 kW/m<sup>2</sup>) restent à l'intérieur du site au moyen, si nécessaire, de la mise en place d'un dispositif séparatif E120.

Les parois externes des bâtiments fermés ou les éléments de structure dans le cas d'un bâtiment ouvert sont éloignés des aires extérieures d'entreposage et de manipulation des déchets et des zones de stationnement susceptibles de favoriser la naissance d'un incendie pouvant se propager aux bâtiments.

Pour toutes les rubriques concernées par l'arrêté, l'installation ne se situe pas au-dessus ou en dessous de locaux habités ou occupés par des tiers.

### **Constats :**

#### Éléments transmis par l'exploitant à la suite de l'inspection :

Par un courriel daté du 09 juillet 2025, l'exploitant a transmis à l'inspection un « plan de stockage des déchets » pour son site ainsi que la déclaration suivante :

*« Dans le bâtiment B sont stockés actuellement 350 T de produits finis. Ce tonnage va être baissé à 280 T.*

*Dans la cour, nous allons identifier 2 îlots : 1 de 400 m<sup>2</sup> et 1 de 380 m<sup>2</sup> (cf. plan de stockage des déchets). Les plastiques stockés sur le parking vont être enlevés, entre le 15 et le 20 juillet. Une consigne sera affichée dans la cour, afin de rappeler à respecter la hauteur maximale de stockage à 6 mètres.*

*A l'intérieur du bâtiment A, nous allons limiter les stockages à un îlot de 400 m<sup>2</sup>.*

*Une fois l'évacuation des plastiques nécessaire réalisée, il sera plus aisé de procéder à la réorganisation, ainsi que l'identification et la délimitation des zones. Toutes les matières plastiques seront ainsi éloignées des clôtures. »*

#### Constat et analyse de l'inspection des installations classées :

Lors de la visite, l'inspection a constaté que :

- Des aires d'entreposage extérieures de déchets plastiques sont implantées à une distance inférieure à 20 mètres de l'enceinte de l'établissement, ce qui constitue une non conformité à l'article susvisé ;
- Des aires extérieures d'entreposage de déchets plastiques sont accolées aux deux bâtiments de stockage du site, ce qui constitue également une non-conformité à l'article susvisé.

Par ailleurs, l'exploitant n'a pas fourni dans son étude de dangers la modélisation des zones d'effets thermiques produits par un feu d'entrepôt, réalisée à l'aide de la méthode FLUMILOG, ce qui ne permet pas de déterminer si les bâtiments sont suffisamment éloignés des tiers en tenant compte de leurs dispositions constructives.

#### **Non-conformité majeure n° 2 :**

**Au vu des constats susvisés, l'inspection des installations classées propose à monsieur le préfet de la Seine-Maritime de mettre en demeure l'exploitant, sous un délai de 3 mois, de respecter l'article 5 susvisé, en respectant :**

- les distances d'éloignement des aires d'entreposage des déchets plastiques par rapport aux limites de propriété du site (distance au moins égale à 20 mètres), à moins que l'exploitant ne justifie que les effets létaux (seuil des effets thermiques de 5 kW/m<sup>2</sup>) restent à l'intérieur du site au moyen, si nécessaire, de la mise en place d'un dispositif séparatif de degré coupe-feu approprié ;
- l'éloignement des aires d'entreposage des déchets plastiques par rapport aux deux bâtiments du site pour éviter la propagation d'un incendie ;

- et en déposant, dans ce même délai, une mise à jour de l'étude de dangers du site comprenant la modélisation des zones d'effets thermiques produits par un feu d'entrepôt, réalisée à l'aide de la méthode FLUMILOG, et la description des actions correctives, le cas échéant, nécessaires à la mise en conformité du site à l'article 5.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Mise en demeure, respect de prescription
<b>Proposition de délais :</b> 3 mois

### N° 3 : Désenfumage

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 8
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Risque incendie
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Les bâtiments fermés où sont entreposés ou manipulés des produits ou déchets combustibles ou inflammables sont équipés en partie haute de dispositifs d'évacuation naturelle de fumées et de chaleur (DENFC), permettant l'évacuation à l'air libre des fumées, gaz de combustion, chaleur et produits imbrûlés dégagés en cas d'incendie.</p> <p>Les dispositifs d'évacuation naturelle à l'air libre peuvent être des dispositifs passifs (ouvertures permanentes) ou des dispositifs actifs. Dans ce dernier cas, ils sont composés d'exutoires à commandes automatique et manuelle.</p> <p>Les dispositifs passifs ne sont toutefois pas autorisés dans le cas d'entreposage ou de manipulation de déchets susceptibles d'émettre des émissions odorantes lorsque leur entreposage en intérieur est possible.</p> <p>La surface utile d'ouverture de l'ensemble des exutoires n'est pas inférieure à 2 % de la surface au sol du bâtiment.</p> <p>Afin d'équilibrer le système de désenfumage et de le répartir de manière optimale, un DENFC de superficie utile comprise entre 1 et 6 m<sup>2</sup> est prévue pour 250 m<sup>2</sup> de superficie projetée de toiture.</p> <p>En exploitation normale, le réarmement (fermeture) est possible depuis le sol du bâtiment ou depuis la zone de désenfumage. Ces commandes d'ouverture manuelle sont placées à proximité des accès.</p> <p>L'action d'une commande de mise en sécurité ne peut pas être inversée par une autre commande.</p> <p>Les dispositifs d'évacuation naturelle de fumées et de chaleur sont à adapter aux risques particuliers de l'installation.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p><u>Éléments de l'exploitant :</u></p> <p>Le jour de la visite, l'exploitant a déclaré avoir réceptionné des devis pour la réfection de la toiture du bâtiment de production et a précisé que les éléments de couverture sont déjà présents sur le site. Il a indiqué que l'installation de dispositifs d'évacuation naturelle de fumées et de chaleur n'est pas prévue.</p> <p><u>Constats et analyse de l'inspection des installations classées :</u></p> <p><u>Sur le terrain :</u></p> <p>L'inspection a constaté que le bâtiment de production n'est pas équipé de dispositifs d'évacuation naturelle de fumées et de chaleur, ce qui constitue une non-conformité majeure au</p>

regard de l'arrêté ministériel susvisé.

Éléments transmis par l'exploitant à l'issue de l'inspection :

Par un courriel daté du 09 juillet 2025, l'exploitant a transmis à l'inspection des installations classées un courrier dans lequel il s'engage à réaliser les travaux susvisés nécessaires à la mise en conformité de son installation, au deuxième semestre 2025 (absence de devis signé).

**Non-conformité majeure n° 3 :**

L'inspection des installations classées propose à monsieur le préfet de la Seine-Maritime de mettre en demeure l'exploitant de respecter, sous un délai de 6 mois, l'article 8 de l'arrêté ministériel du 06 juin 2018 susvisé, par la mise en place de dispositifs d'évacuation naturelle des fumées et de la chaleur conformes à la réglementation.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Mise en demeure, respect de prescription

**Proposition de délais :** 6 mois

#### N° 4 : Détection et surveillance

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 9

**Thème(s) :** Risques accidentels, Risque incendie

**Prescription contrôlée :**

[...]

Les installations gérant des déchets combustibles ou inflammables sont également dotées :

[...]

- d'un système de détection automatique et d'alarme incendie pour les bâtiments fermés où sont entreposés des produits ou déchets combustibles ou inflammables ;

[...]

**Constats :**

Éléments de l'exploitant :

Le jour de la visite, l'exploitant a présenté à l'inspection sa stratégie concernant la détection incendie. Il a indiqué qu'il n'y avait pas d'alarme incendie sur le site et que l'alerte des éventuelles personnes présentes s'effectue en utilisant le klaxon d'un chariot élévateur (cinq coups longs). Il a précisé qu'une ronde de sécurité est effectuée chaque jour en fin de poste (vers 21h30). Il a également indiqué que le site était équipé d'une alarme d'intrusion et de caméras de vidéosurveillance visionnables à distance par un responsable situé à moins de 15 minutes des installations.

Constat et analyse de l'inspection :

Le site n'étant pas équipé d'un système de détection automatique de départ d'incendie et d'une alarme incendie, ces constats constituent une non-conformité majeure au regard de l'arrêté ministériel susvisé.

Éléments transmis par l'exploitant à l'issue de l'inspection :

Par un courriel daté du 09 juillet 2025, l'exploitant a transmis à l'inspection des installations classées un courrier daté 1er juillet 2025 dans lequel il indique que les travaux susvisés pourront

être réalisés au deuxième semestre 2025 (absence de devis signé).

L'inspection rappelle également à l'exploitant que les dispositions de l'article 3 (détection et surveillance) de l'arrêté ministériel du 22 décembre 2023 précédemment cité lui sera applicable au 01 janvier 2026, notamment la transmission automatique des alertes.

**Non-conformité majeure n° 4 :**

**L'inspection des installations classées propose à monsieur le préfet de la Seine-Maritime de mettre en demeure l'exploitant de respecter, sous un délai de 6 mois, l'article 9 de l'arrêté ministériel du 06 juin 2018 susvisé (mise en place d'une détection automatique de départ d'incendie et d'une alarme incendie dans son bâtiment fermé).**

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Mise en demeure, respect de prescription

**Proposition de délais :** 6 mois

**N° 5 : Plan de défense contre l'incendie**

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 22/12/2023, article 5, 6

**Thème(s) :** Risques accidentels, Risque incendie

**Prescription contrôlée :**

Article 5

Plan de défense contre l'incendie.

L'exploitant réalise et tient à jour un plan de défense contre l'incendie. Lorsque l'installation dispose d'un plan d'opération interne, le plan de défense contre l'incendie est intégré à celui-ci.

Le plan de défense contre l'incendie ainsi que ses mises à jour sont transmis aux services d'incendie et de secours, et sont mis à disposition à l'entrée du site.

Il comprend au minimum :

- les schémas d'alarme et d'alerte décrivant les actions à mener par l'exploitant à compter de la détection d'un incendie (l'origine et la prise en compte de l'alerte, l'appel des secours extérieurs, la liste des interlocuteurs internes et externes à prévenir) ;

- l'organisation de la première intervention et de l'évacuation face à un incendie en périodes ouvrées ;

- les modalités d'accueil des services d'incendie et de secours en périodes ouvrées, y compris, le cas échéant, les mesures organisationnelles prévues pour dégager avant l'arrivée des services de secours les accès, les voies engins, les aires de mise en station, les aires de stationnement ;

- les modalités d'accès pour les services d'incendie et de secours en périodes non ouvrées, y compris, le cas échéant, les consignes précises pour leur permettre d'accéder à tous les lieux et les mesures nécessaires pour qu'ils n'aient pas à forcer l'accès aux installations en cas de sinistre ;
- le plan de situation décrivant schématiquement les réseaux d'alimentation, la localisation et l'alimentation des différents points d'eau, l'emplacement des vannes de barrage sur les canalisations, et les modalités de mise en œuvre, en toutes circonstances, de la ressource en eau nécessaire à la maîtrise d'un incendie ;
- le plan de situation des réseaux de collecte, des égouts, des bassins de rétention éventuels, avec mention des ouvrages permettant leur sectorisation ou leur isolement en cas de sinistre et, le cas échéant, des modalités de leur manœuvre ;
- le plan d'implantation des moyens automatiques de protection contre l'incendie avec une description sommaire de leur fonctionnement opérationnel et leur attestation de conformité ;
- les modalités selon lesquelles les fiches de données de sécurité et l'état des matières stockées prévu par l'article 49 de l'arrêté du 4 octobre 2010 susvisé sont tenus à disposition du service d'incendie et de secours et de l'inspection des installations classées et, le cas échéant, les précautions de sécurité qui sont susceptibles d'en découler ;
- la justification des compétences du personnel susceptible, en cas d'alerte, d'intervenir avant l'arrivée des secours, notamment en matière de formation, de qualification et d'entraînement ;
- les plans de l'installation précisant l'emplacement des bâtiments, des entreposages extérieurs, des îlots et petits îlots, des zones de réception de déchets, des zones de stockage temporaire, des zones d'entreposage tampon, des zones d'immersion, des zones susceptibles de contenir des déchets, des silos et cuves fermés et fixes.

#### Article 6

L'installation est dotée d'un moyen permettant d'alerter les services d'incendie et de secours. [...]

Dans le trimestre qui suit le début de l'exploitation, l'exploitant organise un exercice de défense contre l'incendie. [...]

Cet exercice est renouvelé au moins tous les trois ans. Les exercices font l'objet de comptes rendus qui sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées et des services de secours pendant au moins cinq ans.

#### Constats :

Éléments de l'exploitant et analyse de l'inspection :

L'exploitant a déclaré former l'ensemble de ses salariés à la sécurité incendie lors de leur arrivée

dans l'entreprise. Les attestations de formation signées par l'employeur et contresignées par les salariés sont disponibles dans un classeur mis à disposition de l'inspection le jour de la visite. Ces attestations n'appellent pas de remarques particulières de la part de l'inspection.

L'exploitant a procédé à un exercice sécurité le 17 juin 2025. Le compte rendu a été consulté par l'inspection le jour de la visite. Ce dernier est très succinct et ne mentionne pas d'axes d'amélioration.

L'inspection rappelle à l'exploitant que les exercices de sécurité permettent d'évaluer l'efficacité de l'organisation du site en situation d'urgence. Le compte rendu doit formaliser la traçabilité des actions menées, en identifiant notamment les points forts et les éventuels dysfonctionnements.

L'exploitant a indiqué qu'il allait solliciter une visite du SDIS sur son site au second semestre 2025.

L'inspection demande à être associée à cette visite.

Éléments transmis par l'exploitant à l'issue de l'inspection :

Suite à la visite, l'exploitant a transmis à l'inspection par un courriel daté du 09/07/2025 son plan de défense contre l'incendie (PDI).

Constats et analyse de l'inspection :

Le PDI transmis par l'exploitant appelle les remarques suivantes de l'inspection :

- Le poteau incendie 105P mentionné dans le dossier d'autorisation n'est pas matérialisé sur le plan de situation des réseaux d'alimentation ;
- Le plan des stockages présent dans le PDI n'est pas cohérent avec le document transmis par courriel du 09 juillet 2025 ;
- En lien avec le point de constat n° 7 (gestion des eaux d'extinction) et en fonction de la stratégie de défense incendie adoptée par l'exploitant, la procédure pour la rétention des eaux d'extinction incendie n'est pas présente.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

Demande d'action corrective n° 1:

L'inspection des installations classées demande qu'à l'occasion des prochains exercices de défense contre l'incendie, l'exploitant mentionne explicitement, dans leur compte-rendu, les points forts relevés et les éventuels dysfonctionnements et actions correctives à mener, avec le délai associé.

Demande d'action corrective n° 2:

L'inspection des installations classées demande à l'exploitant de lui transmettre, sous 1 mois, une version corrigée de son plan de défense contre l'incendie.

L'inspection demande également à être associée à la prochaine visite du SDIS sur le site.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande d'action corrective

**Proposition de délais :** 1 mois

**N° 6 : Moyens d'intervention et organisation des secours**

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 25/09/2024, article 5.2.1, 5.2.2, 5.1.3

**Thème(s) :** Risques accidentels, risque incendie

**Prescription contrôlée :**

Article 5.1.3

Accessibilité des engins de secours à proximité de l'installation

Les voies utilisables par les engins de secours doivent être libres en permanence de tout obstacle.

#### Article 5.2.1

##### Moyens de lutte contre l'incendie

L'exploitant doit disposer de ses propres moyens de lutte contre l'incendie adaptés aux risques à défendre, et au minimum les moyens définis par l'arrêté ministériel l'arrêté du 22 décembre 2023 relatif à la prévention du risque d'incendie au sein des installations soumises à autorisation, notamment au titre de la rubrique n° 2791 et complétés et précisés comme ci-après :

- l'arrière des façades sud des bâtiments de production et de stockage doit être accessible par un chemin stabilisé d'une largeur de 1,40 mètre de large ;
- un plan du bâtiment avec une description des dangers doit être affiché à proximité des portes d'accès au bâtiment de production ;
- les poteaux incendie n° 108P et n° 115P doivent être capables de fournir un débit total d'au moins

210 m<sup>3</sup>/h sous une pression dynamique minimale de 1 bar, lorsqu'ils fonctionnent simultanément ;

- un état des stocks présents dans l'exploitation avec une mise à jour au minimum hebdomadaire doit être tenu à la disposition des secours.

Les moyens de lutte contre l'incendie doivent être maintenus en bon état, repérés et facilement accessibles. Ils doivent faire l'objet d'une vérification annuelle. Les rapports de vérification doivent être tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.

Un plan des moyens de lutte doit être tenu en permanence, de façon facilement accessible, à la disposition de l'inspection des installations classées et des services d'incendie et de secours.

#### Article 5.2.2

##### Organisation

L'exploitant doit mettre à disposition des sapeurs-pompiers un plan d'intervention de type FIRE(Fiche d' Intervention Rapide en Entreprise) afin de faciliter l'engagement des secours. Les modalités quant à sa conception sont à récupérer auprès du service Risques industriels du SDIS de la Seine-Maritime.

#### Constats :

##### Éléments de l'exploitant :

Le jour de la visite, l'exploitant a fourni à l'inspection son certificat de conformité Q4 attestant de la vérification réglementaire annuelle de ses extincteurs. A contrario, il n'a pas été en mesure de présenter de rapport de vérification réglementaire annuelle des poteaux incendie identifiés pour la défense incendie de son site. En lien avec le point de constat n° 1, l'exploitant n'a pas été en mesure de renseigner clairement l'inspection sur l'état des stocks présents dans l'exploitation. L'exploitant a déclaré que sa Fiche d'Intervention Rapide en Entreprise (FIRE) n'est pas finalisée. Il a précisé avoir pris contact avec le SDIS pour une visite du site avant de leur transmettre une version consolidée.

##### Éléments transmis par l'exploitant à l'issue de l'inspection :

Par un courriel daté du 09 juillet 2025, l'exploitant a transmis à l'inspection des installations classées un rapport de contrôle daté du 08 juillet 2025 attestant que les poteaux incendie n° 108P et n° 115P sont capables de fournir un débit total de 275 m<sup>3</sup>/h sous une pression dynamique de 1 bar, lorsqu'ils fonctionnent simultanément.

##### Constats et analyse de l'inspection :

##### Au niveau documentaire :

Le certificat de conformité Q4 attestant de la vérification réglementaire annuelle des extincteurs

du site ainsi que le rapport de contrôle des poteaux incendie n° 108P et n° 115P n'appellent pas de remarques particulières de la part de l'inspection. Néanmoins, l'inspection rappelle à l'exploitant de s'assurer que le poteau incendie n° 105P a également fait l'objet d'une vérification annuelle.

Sur le terrain :

Par sondage, l'inspection a vérifié l'accessibilité, l'état général ainsi que le marquage réglementaire des extincteurs n°s 13, 14 et 23 présents sur le site. Cette vérification n'appelle pas de remarques de la part de l'inspection. L'inspection a également constaté que les hydrants identifiés pour la défense incendie du site sont accessibles.

Lors de la visite du site, l'inspection a constaté la présence d'un grand nombre d'éléments de toiture en attente de pose sur la voie engin de secours à proximité du bâtiment de production. Ce stockage obstrue totalement le passage et interdit toute intervention du SDIS (photo en annexe du présent rapport), ce qui constitue une non-conformité majeure au regard des dispositions de l'article 5.1.3 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du site.

Éléments transmis par l'exploitant à l'issue de l'inspection :

Par un courriel en date du 09 juillet 2025, l'exploitant s'engage à libérer rapidement cette voie utilisable par les engins de secours.

**Non-conformité majeure n° 5 :**

**L'inspection des installations classées propose à monsieur le préfet de la Seine-Maritime de mettre en demeure l'exploitant de respecter les dispositions de l'article 5.1.3 de l'arrêté préfectoral du site en évacuant, sous un délai de cinq jours, les éléments de toiture présents sur la voie engin de secours à proximité du bâtiment de production.**

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

Demande de justificatif n° 2 :

L'inspection demande à l'exploitant de lui transmettre, sous un mois, un justificatif permettant de s'assurer que le poteau incendie n° 105P est opérationnel et présente les performances conformes aux attendus réglementaires (dernier rapport de vérification).

**Type de suites proposées : Avec suites**

**Proposition de suites :** Mise en demeure, respect de prescription, Demande de justificatif à l'exploitant

**Proposition de délais :** 5 jours

**N° 7 : Gestion des eaux d'extinction**

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 26 bis

**Thème(s) :** Risques accidentels, risque incendie

**Prescription contrôlée :**

Bassin de confinement des eaux d'extinction d'incendie.

Les mesures sont prises pour recueillir l'ensemble des eaux et écoulements susceptibles d'être pollués lors d'un sinistre, y compris les eaux utilisées lors d'un incendie. Ce confinement peut être réalisé par des dispositifs internes ou externes à l'installation. Les dispositifs internes en bâtiments sont interdits lorsque des matières dangereuses sont stockées dans des quantités supérieures à 2 m3.



En cas de confinement interne, les orifices d'écoulement sont en position fermée par défaut.

En cas de dispositif de confinement externe :

- les eaux et écoulements sont collectés, de manière gravitaire ou grâce à des systèmes de relevage autonomes, puis convergent vers cette capacité spécifique. Les orifices d'écoulement issus de la ou des capacités de confinement sont munis d'un dispositif d'obturation pour assurer ce confinement ;
- tout moyen est mis en place pour éviter la propagation de l'incendie vers le dispositif de confinement par les écoulements ;
- en cas de recours à des systèmes de relevage autonomes, les dispositifs sont positionnés ou protégés de manière à résister aux effets auxquels ils sont susceptibles d'être soumis. Leurs dispositifs de commande sont accessibles en toute circonstance. L'exploitant est en mesure de justifier d'un entretien et d'une maintenance adaptés de ces dispositifs. Des tests réguliers sont par ailleurs menés sur ces équipements ;
- l'exploitant intègre aux consignes de sécurité prévues à l'article 59 du présent arrêté, les moyens à mettre en place et les manœuvres à effectuer pour canaliser et maîtriser les écoulements des eaux d'extinction d'incendie, notamment en ce qui concerne la mise en œuvre des systèmes de relevage autonome ou les dispositifs d'obturation, le cas échéant.

Le volume nécessaire à ce confinement est déterminé de la façon suivante. L'exploitant calcule la somme :

- du volume d'eau d'extinction nécessaire à la lutte contre l'incendie d'une part.

Ce volume est évalué en tenant compte du débit et de la quantité d'eau nécessaires pour mener les opérations d'extinction durant 2 heures au regard des moyens identifiés dans l'étude de dangers ou au regard des dispositions définies par arrêté préfectoral ou par les arrêtés ministériels sectoriels.

- du volume de produit libéré par cet incendie d'autre part ;
- du volume d'eau lié aux intempéries à raison de 10 litres par mètre carré de surface de drainage vers l'ouvrage de confinement lorsque le confinement est externe.

Les effluents et eaux d'extinction collectés sont éliminés, le cas échéant, vers les filières de traitement des déchets appropriées.

Les justificatifs de calculs et de dimensionnement sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.

<p><b>Constats :</b></p> <p><u>Éléments de l'exploitant :</u></p> <p>Lors de l'inspection, l'exploitant n'a pas été en mesure de présenter clairement sa stratégie concernant la gestion des eaux d'extinctions d'incendie, notamment sur le type de confinement (interne ou externe). Il n'a pas non plus fourni le justificatif relatif aux calculs du dimensionnement des besoins en eau pour la défense contre l'incendie (D9) de ses installations, ni celui correspondant aux calculs du dimensionnement des rétentions des eaux d'extinction (D9A) de son site.</p> <p><u>Éléments transmis par l'exploitant à l'issue de l'inspection :</u></p> <p>Par un courriel daté du 09 juillet 2025, l'exploitant a transmis à l'inspection des installations classées un plan d'action relatif à la réalisation des calculs nécessaires cités précédemment afin de clarifier sa stratégie concernant la gestion des eaux d'extinctions d'incendie de son site.</p> <p><u>Constats et analyse de l'inspection :</u></p> <p>En l'absence de stratégie concernant la gestion des eaux d'extinctions d'incendie, notamment au niveau de la rétention de ces eaux, une pollution du milieu serait prévisible, ce qui constitue une non-conformité majeure au regard des dispositions de l'article 26 bis de l'arrêté ministériel susvisé. Il est par ailleurs à noter qu'aucun obturateur n'est positionné aussi bien en amont du bassin d'infiltration des eaux pluviales qu'en aval de ce même bassin.</p> <p><b><u>Non-conformité majeure n° 6 :</u></b></p> <p>L'inspection des installations classées propose à Monsieur le préfet de la Seine-Maritime de mettre en demeure l'exploitant de respecter, <u>sous un délai de 6 mois</u>, l'article 26 bis de l'arrêté ministériel du 04/10/2010 susvisé, en définissant et en mettant en œuvre les dispositifs de confinement des eaux susceptibles d'être polluées lors d'un incendie.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Mise en demeure, respect de prescription
<b>Proposition de délais :</b> 6 mois

**N° 8 : Résistance au feu**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 6
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, risque incendie
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Les bâtiments où sont entreposés ou manipulés des produits ou déchets combustibles ou inflammables présentent les caractéristiques de réaction et de résistance au feu minimales suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- l'ensemble de la structure est R15 ;</li> <li>- les matériaux sont de classe A2s1d0 ;</li> <li>- les toitures et couvertures de toiture sont de classe BROOF (t3).</li> </ul> <p>[...]</p> <p>Les justificatifs attestant des propriétés de résistance au feu sont conservés et tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.</p>

<p><b>Constats :</b></p> <p><u>Éléments de l'exploitant :</u></p> <p>Le jour de la visite, l'exploitant n'a pas été en mesure de fournir à l'inspection de justificatifs permettant d'apprécier le comportement au feu des deux bâtiments du site.</p> <p>Par un courriel daté du 09 juillet 2025, l'exploitant a transmis à l'inspection une déclaration du constructeur lui indiquant que la structure du bâtiment de stockage est considérée A2s1d0 et R15. Il est également mentionné dans ce courriel que la couverture de ce même bâtiment possède un classement de résistance au feu A1 (incombustible) et qu'une demande est en cours chez le fournisseur pour le classement BROOF (t3).</p> <p><u>Constats et analyse de l'inspection :</u></p> <p>L'inspection constate que les caractéristiques de réaction et de résistance au feu de la structure du bâtiment de stockage indiquées par le constructeur sont conformes aux dispositions de l'article 6 de l'arrêté ministériel susvisé. Un complément est attendu pour le classement BROOF (t3) de la toiture.</p> <p>L'exploitant n'a pas transmis à l'inspection d'éléments justificatifs permettant d'apprécier les caractéristiques de réaction et de résistance au feu minimales du bâtiment de production.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p><u>Demande de justificatif n° 3 :</u></p> <p>L'inspection demande à l'exploitant de lui transmettre, <u>sous un mois</u>, les justificatifs permettant de s'assurer que :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- la toiture du bâtiment de stockage est bien classée BROOF (t3) ;</li> <li>- les caractéristiques de réaction et de résistance au feu du bâtiment de production sont conformes aux dispositions de l'article 6 susvisé.</li> </ul>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant</p>
<p><b>Proposition de délais :</b> 1 mois</p>

#### N° 9 : Rejets dans l'eau

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 25/09/2024, article 3.2.1, 3.3.1</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Surveillance des rejets</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Article 3.2.1</p> <p>Points de rejet</p> <p>L'exploitant doit être en mesure de distinguer les différentes catégories d'effluents suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- les eaux usées domestiques ;</li> <li>- les eaux pluviales (de toiture et de ruissellement des voiries).</li> </ul> <p>Les réseaux de collecte des effluents générés par l'établissement aboutissent au point de rejet externe.</p> <p>[...]</p>

### Article 3.3.1

#### Rejets des eaux pluviales

Les eaux pluviales susceptibles d'être polluées doivent être traitées par un piège à résidus de plastique et un séparateur d'hydrocarbures avant rejet vers le bassin d'infiltration. Le séparateur doit être équipé d'un obturateur de façon à maintenir toute pollution accidentelle, en cas de sinistre, sur le site.

Le bon fonctionnement du séparateur d'hydrocarbures et de l'obturateur doit faire l'objet d'une vérification au moins annuelle. Les fiches de suivi du nettoyage des séparateurs d'hydrocarbures, l'attestation de conformité à la norme en vigueur ainsi que les bordereaux de traitement des déchets détruits ou retraités doivent être tenus à la disposition de l'inspection des installations classées. Les macro-déchets présents dans le bassin doivent être ramassés dès que nécessaire.

Le volume du bassin d'infiltration doit être en mesure de gérer un événement pluvial d'occurrence centennale avec un temps de vidange du bassin inférieur à 48 heures. Une étude de dimensionnement des ouvrages de gestion pluviale doit être communiquée au service chargé de la police de l'eau et à la DDTM avant démarrage des travaux. L'étude devra fournir le coefficient de perméabilité du sol et garantir que le fond du bassin se situe à au moins un mètre au-dessus du toit de la nappe.

#### Constats :

##### Éléments de l'exploitant :

En amont de l'inspection, l'exploitant a transmis par un courriel daté du 27 juin 2025 une note de gestion des eaux pluviales réalisée par un bureau d'études ainsi que le plan de localisation des différents ouvrages de gestion des eaux pluviales du site.

Le jour de la visite, l'exploitant a indiqué à l'inspection que l'ensemble des eaux pluviales du site transite par un piège à résidus de plastique et un séparateur d'hydrocarbures avant rejet vers le bassin d'infiltration. Il a précisé que le séparateur n'était pas équipé d'un obturateur (voir point de constat n° 7 concernant la gestion des eaux d'extinction incendie). L'exploitant a présenté un document établi par une entreprise extérieure, daté du 06 mai 2025, attestant de la vérification annuelle du séparateur d'hydrocarbures. Il a également transmis à l'inspection, par un courriel daté du 09 juillet 2025, un bordereau de suivi de déchets (BSD) au format papier.

##### Constats et analyse de l'inspection :

Les éléments transmis à l'inspection concernant le traitement des eaux pluviales indiquent que les réseaux de collecte des eaux pluviales de l'établissement aboutissent tous au bassin d'infiltration dont le trop plein se déverse dans la noue d'infiltration présente en bordure du site derrière les bâtiments de stockage et de production. Par sondage, l'inspection a constaté visuellement que le déversement des eaux pluviales du site s'effectue dans le bassin d'infiltration et que le trop plein se déverse dans la noue.

L'inspection rappelle à l'exploitant de transmettre l'étude et le plan de gestion des eaux pluviales aux services de l'État identifiés à l'article 3.3.1 de l'arrêté préfectoral.

L'inspection remarque également que l'exploitant n'a pas renseigné la plateforme de télédéclaration « trackdéchets » pour son déchet issu du nettoyage du séparateur d'hydrocarbures, conformément aux dispositions de l'article R. 541-43 du code de l'environnement :

*"Le ministre chargé de l'environnement met en place une base de données électronique centralisée, dénommée " registre national des déchets ", dans laquelle sont enregistrées les données transmises par les personnes suivantes :*

*1° Les exploitants des établissements produisant ou expédiant des déchets dangereux ou des déchets POP ;*

2° Les collecteurs, les transporteurs, les négociants, les courtiers de déchets dangereux ou de déchets POP ;  
 3° Les exploitants des installations de transit, de regroupement ou de traitement de déchets dangereux ou de déchets POP ;  
 4° Les exploitants des installations d'incinération ou de stockage de déchets non dangereux non inertes ;  
 5° Les exploitants des installations dans lesquelles les déchets perdent leur statut de déchet selon les dispositions de l'article L. 541-4-3.

A compter du 1er janvier 2022, ces personnes transmettent par voie électronique au ministre chargé de l'environnement les données constitutives du registre mentionné au I. Cette transmission se fait au moyen du télé-service mis en place par le ministre chargé de l'environnement ou par échanges de données informatisées selon les modalités définies par le ministre chargé de l'environnement. Elle a lieu, au plus tard, sept jours après la production, l'expédition, la réception ou le traitement des déchets ou des produits et matières issus de la valorisation des déchets, et chaque fois que cela est nécessaire pour mettre à jour ou corriger une donnée."

L'inspection rappelle à l'exploitant qu'en tant que producteur de ce déchet, il reste responsable de sa gestion.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

Demande d'action corrective n° 3 :

L'inspection des installations classées demande à l'exploitant de renseigner, sous un délai de 1 mois, la plateforme "trackdéchets" pour son déchet issu du nettoyage du séparateur d'hydrocarbures.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande d'action corrective

**Proposition de délais :** 1 mois

**N° 10 : Procédure de prévention de dispersion de granulés de plastiques**

**Référence réglementaire :** Code de l'environnement du 30/06/2025, article D.541-362

**Thème(s) :** Risques chroniques, Surveillance des rejets

**Prescription contrôlée :**

Tout exploitant d'un site de production, de manipulation et de transport de granulés de plastiques industriels adopte des procédures prévenant la dispersion de granulés de plastiques industriels dans l'environnement.

Ces procédures visent à :

- a) Identifier les zones où des granulés de plastiques industriels sont susceptibles d'être rejetés ou répandus accidentellement dans l'environnement ;
- b) Vérifier périodiquement que les emballages utilisés pour le stockage et le transport des granulés de plastiques industriels sont conçus et manipulés de sorte à minimiser le risque de dissémination de ces granulés dans l'environnement ;
- c) Confiner et ramasser tout granulé de plastique industriel répandu accidentellement dans

l'enceinte du site ;

d) Procéder régulièrement au nettoyage des bassins de rétention situés en amont des équipements mentionnés au premier alinéa de l'article D. 541-361 et des abords du site placés sous le contrôle de l'exploitant ;

e) Inventorier et s'assurer régulièrement du bon état de fonctionnement des équipements et dispositifs mentionnés à l'article D. 541-361 ;

f) Former et sensibiliser, notamment par voie d'affichage, le personnel et les tiers intervenant sur le site ;

g) Réaliser des contrôles internes semestriels de ces procédures.

Les procédures mentionnées aux précédents alinéas sont adaptées aux dimensions des granulés susceptibles d'être présents dans ces sites.

Conformément à l'article 2 du décret 2021-461 du 16 avril 2021, ces dispositions entrent en vigueur le 1er janvier 2022.

#### **Constats :**

##### Suites de la visite d'inspection du 28 mai 2025 :

En lien avec la visite d'inspection du 28 mai 2025 réalisée sur le site dans le cadre de l'action nationale 2025 visant à vérifier le respect des dispositions réglementaires relatives à la prévention de la perte de granulés de plastiques industriels (GPI) dans l'environnement, l'inspection s'est rendue au niveau du bassin d'infiltration pour vérifier l'efficacité et la suffisance des actions de nettoyage effectués par l'exploitant suite aux constats de la visite d'inspection précédemment citée.

##### Éléments de l'exploitant :

L'exploitant a déclaré à l'inspection que le filtre servant à piéger les résidus de plastique avant rejet dans le bassin d'infiltration est nettoyé une fois par semaine et que la zone de stockage de déchets broyés est nettoyée quotidiennement.

##### Constats et analyse de l'inspection :

L'inspection a constaté que certaines zones du site n'étaient pas correctement nettoyées, notamment aux abords du bassin d'infiltration. L'inspection a également noté la présence de GPI dans le bassin d'infiltration et de déchets plastiques plus conséquents dans la noue d'infiltration derrière le bâtiment de stockage (voir photographies annexées au présent constat).

##### Non-conformité majeure n° 7 :

L'inspection des installations classées propose à monsieur le préfet de la Seine-Maritime de mettre en demeure l'exploitant de respecter, sous un délai de 1 mois, les dispositions de l'article D. 541-362 du code de l'environnement, en rédigeant une procédure afin de prévenir la dispersion de granulés de plastiques industriels dans l'environnement, et en l'appliquant dans ce même délai.

**Type de suites proposées :** Avec suites

<b>Proposition de suites :</b> Mise en demeure, respect de prescription
<b>Proposition de délais :</b> 1 mois

**N° 11 : Contrôle des installations électriques**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 66
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Entretien des installations électriques
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>A ... Les installations électriques sont contrôlées après leur installation ou suite à modification. Elles sont contrôlées périodiquement par une personne compétente, conformément aux dispositions de la section 5 du chapitre VI du titre II de livre II de la quatrième partie du code du travail relatives à la vérification des installations électriques »</p> <p>...</p> <p>Les dispositions du point A sont applicables au 1er juillet 2023.</p> <p>...</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p><u>Éléments de l'exploitant :</u></p> <p>Sur l'année 2024, l'exploitant a fait procéder à la vérification périodique réglementaire de ses installations électriques par un organisme extérieur accrédité. Le rapport, daté du 02 décembre 2024, ainsi que le compte rendu de la vérification périodique Q18 associé et le contrôle de l'installation électrique par thermographie Q19 effectués à cette même date ont été transmis à l'inspection des installations classées par un courriel daté du 09 juillet 2025.</p> <p><u>Constats et analyse de l'inspection :</u></p> <p>Le compte rendu de la vérification périodique Q18 indique que l'installation électrique ne peut pas entraîner des risques d'incendie et/ou d'explosion et que la vérification a été complète alors que le rapport complet de vérification périodique réglementaire des installations électriques du 02 décembre 2024 mentionne les limites d'intervention suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- La vérification des matériels électriques en hauteur n'a pas été effectuée en l'absence de moyens d'accès mis à disposition du vérificateur ;</li> <li>- Les longueurs des canalisations n'ayant pas été communiquées au vérificateur, il n'a pas pu déterminer les courants de court-circuit maximum (<math>I_{kmax}</math>) et donc se prononcer sur l'adaptation du pouvoir de coupure des dispositifs de protection ;</li> <li>- La vérification de la continuité de la mise à la terre des appareils d'éclairage installés en hauteur, faute de mise à disposition du vérificateur de moyens d'accès ;</li> <li>- L'ensemble des installations de 2023-2024 (hangars, bungalow, nouvelle Armoire côté établis et armoire distribution machine dans le bâtiment existant etc ...).</li> </ul> <p>Le rapport précise également qu'une visite partielle a été réalisé.</p> <p>L'inspection rappelle qu'au regard du référentiel APSAD D18, le compte rendu de vérification périodique Q18 doit mentionner les limites d'interventions indiquées dans le rapport associé de vérification périodique.</p> <p>Le contrôle de l'installation électrique par thermographie Q19 mentionne une anomalie classée en priorité 1. L'exploitant a indiqué à l'inspection que le contacteur mis en cause avait été remplacé le 16 janvier 2025 par une société spécialisée.</p> <p>Le jour de la visite, l'exploitant n'a pas fourni de justificatif de vérification réglementaire complémentaire permettant une vérification complète des installations électriques.</p> <p><u>Éléments transmis par l'exploitant à l'issue de l'inspection :</u></p> <p>L'exploitant a transmis à l'inspection par un courriel daté du 09 juillet 2025, les justificatifs relatifs</p>

à la levée de l'anomalie indiquée dans le Q19 ainsi qu'un avis d'intervention pour une vérification réglementaire complémentaire le 18 juillet 2025 permettant une vérification complète des installations électriques.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

Demande de justificatif n° 4 :

L'inspection demande à l'exploitant de lui faire parvenir, sous 1 mois, le rapport de la vérification complémentaire de ses installations électriques effectuée le 18 juillet 2025.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande de justificatif à l'exploitant

**Proposition de délais :** 1 mois

**N° 12 : Plan d'action suite au contrôle des installations électriques**

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 65

**Thème(s) :** Risques accidentels, Entretien des installations électriques

**Prescription contrôlée :**

A . Les installations électriques sont conçues, réalisées et entretenues de manière à prévenir tout feu d'origine électrique.

**Constats :**

Éléments de l'exploitant :

Le jour de la visite, l'exploitant n'a pas pu justifier à l'inspection du suivi des 15 observations présentes dans le rapport de vérification périodique de ses installations électriques du 02/12/2024 (absence de non-conformités).

Constats et analyse de l'inspection :

Sur le terrain :

L'inspection a constaté par sondage, que les observations n<sup>os</sup> 8, 9 et 12 présentes dans le rapport précédemment cité n'ont pas été traitées. De plus, l'inspection relève que les opérations de nettoyage et de dépoussiérage des armoires électriques préconisées dans le rapport Q19 n'ont pas été réalisées.

Éléments transmis par l'exploitant à l'issue de l'inspection :

Par un courriel daté du 09 juillet 2025, l'exploitant a transmis à l'inspection un fichier de suivi des 15 observations présentes dans le rapport de vérification périodique de ses installations électriques du 02/12/2024. Ce fichier indique également que l'ensemble des observations sont prévues d'être levées en juillet 2025.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

Demande de justificatif n° 5 :

L'inspection demande à l'exploitant de lui transmettre, sous un mois, un justificatif attestant de la levée des observations présentes dans son fichier de suivi.



Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 1 mois